
LA BANQUE LAURENTIENNE DÉCLARE UNE HAUSSE DE 21 % DE SON RÉSULTAT NET D'EXPLOITATION POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE 2012

Faits saillants du troisième trimestre 2012

- Résultat net de 30,0 millions \$, rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 10,2 % et résultat dilué par action de 1,06 \$
- Bonne croissance des prêts, en hausse de 8 % d'un exercice à l'autre
- Qualité du crédit excellente, comme en témoignent les pertes sur prêts de 7,5 millions \$
- Annonce de l'acquisition de la Fiducie AGF, qui a été conclue le 1^{er} août
- B2B Trust devient B2B Banque
- Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration relatifs à l'acquisition des sociétés MRS et de la Fiducie AGF :
 - Résultat net de 35,3 millions \$, une amélioration de 21 % d'un exercice à l'autre
 - Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 12,2 %
 - Résultat dilué par action de 1,27 \$, une augmentation de 0,19 \$ par rapport à 1,08 \$ il y a un an

Montréal, le 31 août 2012 – La Banque Laurentienne du Canada a présenté un résultat net de 30,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,06 \$, pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2012, comparativement à un résultat net de 29,1 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,08 \$, pour le troisième trimestre 2011. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 10,2 %, par rapport à 11,2 % pour le troisième trimestre 2011. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration¹, le résultat net a augmenté de 21 % pour s'établir à 35,3 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,27 \$ pour le troisième trimestre 2012, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 12,2 %.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, le résultat net s'est établi à 94,8 millions \$, soit un résultat dilué par action de 3,44 \$, par rapport à un résultat net de 97,0 millions \$, soit un résultat dilué par action de 3,66 \$, en 2011. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 11,3 % pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, en comparaison de 13,0 % pour la période correspondante de 2011. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le résultat net a augmenté de 8 % et s'est élevé à 104,5 millions \$, soit un résultat dilué par action de 3,83 \$, pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a atteint 12,5 %.

Dans ses commentaires sur les résultats de la Banque pour le troisième trimestre 2012, Réjean Robitaille, président et chef de la direction, a indiqué : « Nous avons une fois de plus continué d'accroître la rentabilité de base de la Banque dans un contexte difficile. Nous avons enregistré une bonne croissance interne des prêts et des dépôts dans tous nos secteurs d'activité, tout en continuant de tirer parti de l'excellente qualité du crédit. De plus, le processus de conversion et d'intégration des sociétés MRS progresse comme prévu, alors que certaines synergies sont déjà réalisées. Dans un contexte d'incertitude économique persistante et de faiblesse sans précédent des taux d'intérêt, nous tirons parti des possibilités stratégiques, comme l'acquisition des sociétés MRS, pour favoriser la croissance soutenue des revenus et continuons de nous concentrer sur la gestion rigoureuse des dépenses. »

En ce qui a trait à l'acquisition de la Compagnie de Fiducie AGF (« Fiducie AGF ») et à la récente émission d'actions, M. Robitaille a ajouté : « Je suis ravi de la conclusion, il y a quelques semaines, de ces transactions. L'acquisition de la Fiducie AGF renforce la position de chef de file du secteur d'activité B2B Banque à titre de fournisseur de produits et

¹ Les frais liés aux transactions et d'intégration désignent les frais engagés par la Banque pour finaliser l'acquisition des sociétés MRS (qui incluaient : M.R.S. inc., Compagnie de Fiducie M.R.S., Services Valeurs Mobilières M.R.S. inc. et Corporation de Correspondants M.R.S.) et intégrer leurs activités au secteur d'activité B2B Banque, ainsi que les frais liés à l'acquisition récente de la Fiducie AGF. Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

services bancaires destinés à la communauté des conseillers financiers canadiens et contribuera à sa croissance future. En outre, l'émission d'actions ordinaires d'un montant de 120 millions \$ maintient notre solidité financière et notre capacité à mettre en œuvre nos stratégies et de soutenir notre croissance future. »

Conversion aux IFRS

La Banque a adopté les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») comme référentiel d'information financière le 1^{er} novembre 2011. La transition aux IFRS a eu lieu le 1^{er} novembre 2010 et a nécessité le retraitement des informations comparatives de 2011 de la Banque en PCGR du Canada pour les présenter conformément aux IFRS. D'autres renseignements sur l'incidence de la transition se trouvent aussi dans le rapport annuel 2011 de la Banque, dans les notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et dans les informations supplémentaires présentées pour le troisième trimestre 2012.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Dans ce document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, formuler des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs incluent, sans s'y limiter, des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Les énoncés prospectifs formulés dans ce rapport de gestion sont destinés à aider les porteurs de titres de la Banque et les analystes financiers à mieux comprendre la situation financière de la Banque et les résultats de ses activités à la date indiquée et pour les périodes closes à cette date, et pourraient ne pas être adéquats à d'autres fins. Les énoncés prospectifs sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prospectifs reposent sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prospectifs ne se matérialisent pas ou s'avèrent inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut assurer que ces attentes s'avéreront exactes.

Les objectifs financiers 2012 reposent sur les résultats prévus présentés selon les IFRS. La conversion aux IFRS devrait être achevée en octobre 2012.

L'incidence *pro forma* de Bâle III sur les ratios de fonds propres réglementaires est fonction de l'interprétation, par la Banque, des règlements proposés par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et des exigences établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Les règles de Bâle et l'incidence de la conversion aux IFRS pourraient faire l'objet de nouvelles modifications, ce qui pourrait se répercuter sur les résultats de l'analyse réalisée par la Banque.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs pour prendre des décisions, étant donné qu'en raison de divers facteurs significatifs, les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés des capitaux, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et la conjoncture économique en général, l'évolution des lois et de la réglementation, la concurrence, les notes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. Enfin, la Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter la rubrique « Cadre de gestion intégrée des risques » du rapport annuel de la Banque et les autres documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site www.sedar.com.

En ce qui a trait à l'acquisition des sociétés MRS et à celle de la Fiducie AGF, ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, la possibilité que les avantages attendus de la transaction, notamment l'augmentation du résultat et les synergies prévues, ne se concrétisent pas dans les délais prévus; le risque de ne pouvoir intégrer rapidement et efficacement les activités; le risque lié à la réputation et la réaction des clients de B2B Banque, des sociétés MRS ou de la Fiducie AGF à l'égard de la transaction; et le fait que la direction doit consacrer beaucoup de temps aux questions relatives à l'acquisition. De plus, l'incidence *pro forma* de l'acquisition de la Fiducie AGF sur les ratios de fonds propres réglementaires comprend les évaluations préliminaires de l'incidence de l'acquisition.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par elle ou en son nom, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières l'exige.

Faits saillants

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES		
	31 JUILLET 2012	31 JUILLET 2011	VARIATION	31 JUILLET 2012	31 JUILLET 2011	VARIATION
Rentabilité						
Revenu total	193 833 \$	185 833 \$	4 %	586 247 \$	555 925 \$	5 %
Résultat net	29 998 \$	29 072 \$	3 %	94 823 \$	97 008 \$	(2) %
Résultat dilué par action	1,06 \$	1,08 \$	(2) %	3,44 \$	3,66 \$	(6) %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ^[1]	10,2 %	11,2 %		11,3 %	13,0 %	
Marge nette d'intérêt ^[1]	1,66 %	1,83 %		1,71 %	1,84 %	
Ratio d'efficacité ^[1]	76,8 %	72,1 %		74,9 %	70,7 %	
Rentabilité - Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration ^[2]						
Frais liés aux transactions et d'intégration	7 157 \$	- \$		13 167 \$	- \$	
Résultat net ajusté ^[1]	35 253 \$	29 072 \$	21 %	104 474 \$	97 008 \$	8 %
Résultat dilué par action ajusté ^[1]	1,27 \$	1,08 \$	18 %	3,83 \$	3,66 \$	5 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ^[1]	12,2 %	11,2 %		12,5 %	13,0 %	
Ratio d'efficacité ajusté ^[1]	73,2 %	72,1 %		72,7 %	70,7 %	
Par action ordinaire						
Cours de l'action						
Haut	47,64 \$	52,49 \$		48,68 \$	55,87 \$	
Bas	40,66 \$	42,44 \$		40,66 \$	42,44 \$	
Clôture	47,55 \$	42,86 \$	11 %	47,55 \$	42,86 \$	11 %
Ratio cours / résultat (quatre derniers trimestres)				10,7 x	s. o.	
Valeur comptable ^[1]				41,78 \$	38,84 \$	8 %
Ratio cours / valeur comptable				114 %	110 %	
Dividendes déclarés	0,47 \$	0,42 \$	12 %	1,37 \$	1,20 \$	14 %
Rendement de l'action ^[1]	3,95 %	3,92 %		3,84 %	3,73 %	
Ratio du dividende versé ^[1]	44,2 %	38,7 %		39,8 %	32,7 %	
Situation financière						
Actif au bilan				31 415 512 \$	28 238 630 \$	11 %
Prêts et acceptations				23 435 667 \$	21 676 239 \$	8 %
Dépôts				21 622 059 \$	19 425 862 \$	11 %
Ratio de fonds propres selon Bâle II ^[3]						
de catégorie 1				10,1 %	11,0 %	
Autres renseignements						
Nombre d'employés en équivalent temps plein				4 044	3 807	
Nombre de succursales				158	157	
Nombre de guichets automatiques				426	424	

[1] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Frais liés à l'acquisition des sociétés MRS et de la Fiducie AGF.

[3] Le ratio pour 2011 est présenté selon les anciens PCGR du Canada comme déposé auprès du BSIF.

Revue des faits saillants

Au cours du troisième trimestre, B2B Trust s'est convertie en une banque à charte fédérale de l'Annexe I sous la bannière B2B Banque. Ce repositionnement de la marque reflète l'évolution de ce secteur d'activité dans la distribution des produits et services bancaires par l'entremise des conseillers financiers à leurs clients partout au Canada. Cette structure facilite également la prestation de services aux clients, aux conseillers et aux sociétés de courtage et s'appuie sur la réputation de B2B Banque à titre de prestataire de services sans pareil à cette communauté.

Le 1^{er} août, la Banque Laurentienne, par l'intermédiaire de sa filiale B2B Banque, a conclu l'acquisition de la Fiducie AGF. L'acquisition récente des sociétés MRS, combinée à l'acquisition de la Fiducie AGF, a renforcé la position de B2B Banque comme chef de file de son marché. Par rapport à l'exercice précédent, les prêts et les dépôts de B2B Banque ont augmenté respectivement de 63 % et 42 %, de sorte que, par suite de l'augmentation de plus de 20 milliards \$ des biens administrés, B2B Banque est devenue un joueur important au sein du marché des régimes enregistrés autogérés. B2B Banque a vu le nombre de conseillers financiers qui distribuent ses produits augmenter considérablement, pour passer de 15 000 conseillers il y a un an à 27 000, et celui des clients qu'elle sert, de 320 000 à 750 000. B2B Banque ainsi que ses clients seront avantagés par sa taille, son envergure et sa diversification accrues.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne a pris d'autres mesures pour accroître sa présence grâce à l'ouverture d'un bureau à Winnipeg. L'embauche d'une équipe expérimentée en services bancaires d'investissement dans une région aux perspectives de croissance prometteuses devrait procurer d'autres possibilités de croissance future. Valeurs mobilières Banque Laurentienne continue de se concentrer sur la prestation de services financiers au marché des sociétés à petite capitalisation au Canada et à intervenir sur le marché des titres à revenu fixe.

Les secteurs Particuliers et PME-Québec et Immobilier et Commercial ont poursuivi leur expansion. Les prêts hypothécaires résidentiels ont crû de 9 % au cours de l'exercice, signe que nos canaux de distribution ainsi que nos partenariats génèrent un volume considérable de prêts hypothécaires. Les prêts dans le secteur PME-Québec ont augmenté de 8 % au cours des 12 derniers mois, reflétant l'efficacité de notre approche ciblée et de la proposition de valeur de la Banque. Parallèlement, les prêts et les acceptations bancaires du secteur Immobilier et Commercial ont augmenté de 8 % par rapport à ceux de l'exercice précédent, ou de 10 % si l'on exclut la vente de prêts hypothécaires commerciaux du deuxième trimestre. Ce secteur continuera de répondre aux attentes et de croître à mesure qu'il étendra ses partenariats, augmentera sa participation dans la syndication et améliorera davantage la productivité de ses directeurs de comptes.

Les actifs de la Banque Laurentienne, y compris ceux de la Fiducie AGF sur une base *pro forma*, dépassent maintenant 35 milliards \$, une hausse de 22 % par rapport à la fin de l'exercice 2011 et presque le double du niveau enregistré il y a cinq ans. Parallèlement, les prêts et les acceptations bancaires ont augmenté de 20 % en comparaison de la fin de l'exercice 2011 et ont presque doublé sur les cinq dernières années, et les dépôts se sont améliorés respectivement de 22 % et 76 %. Qui plus est, la Banque Laurentienne est la seule banque canadienne à avoir amélioré son résultat par action au cours des sept dernières années consécutives, signe de l'efficacité du modèle d'affaires de la Banque Laurentienne qui soutient la croissance et le développement et génère une rentabilité durable.

Rapport de gestion

Le présent Rapport de gestion présente une analyse, par la direction, de la situation financière de la Banque au 31 juillet 2012, ainsi que de sa performance au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos à cette date. Le présent Rapport de gestion, daté du 31 août 2012, doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du troisième trimestre 2012, préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à l'IFRS 1, *Première application des IFRS*, publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Les chiffres comparatifs au 31 juillet 2011 et au 31 octobre 2011 ainsi que pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011 ont été retraités pour qu'ils soient conformes aux IFRS. Pour des informations sur les ajustements importants apportés aux états financiers intermédiaires, se reporter à la note 5, « Adoption des IFRS », des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Le rapport annuel 2011 de la Banque fournit des informations supplémentaires relatives à des sujets tels que la gestion des risques, les estimations et les conventions comptables critiques et les arrangements hors bilan.

Des informations additionnelles relatives à la Banque Laurentienne du Canada, y compris la Notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca, et sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Perspectives économiques

À l'approche du quatrième anniversaire de la faillite spectaculaire de Lehman Brothers ainsi que de la grave crise financière et de la récession qui ont suivi, bon nombre de questions demeurent sans réponse. Néanmoins, une constante demeure : le contexte de grande faiblesse des taux d'intérêt. Bien que ce contexte ait été prévisible et compréhensible entre 2008 et la moitié de 2010, il l'est moins depuis 2011, en particulier au Canada où l'économie n'a cessé de croître et continue de le faire. De fait, le rendement des obligations du gouvernement du Canada à 10 ans a reculé régulièrement depuis février 2011, passant de 3,42 % à un taux étonnant de 1,66 % en juillet, en deçà du taux d'inflation de base. Cette tendance a été particulièrement intense en juin et en juillet. Pendant ce temps, la Banque du Canada a maintenu son taux de financement à un jour inchangé, à 1,00 %.

En général, les taux d'intérêt à long terme sont tributaires de la politique de la banque centrale et de la conjoncture économique, notamment la croissance et l'inflation. Cependant, un autre facteur clé doit également être pris en compte aujourd'hui : l'importante circulation à l'échelle internationale des capitaux des investisseurs à la recherche d'un refuge sûr. Pour diverses raisons, le Canada a le statut de « refuge sûr ». Nous en retirons une devise plus forte et des rendements obligataires plus bas qu'ils ne le seraient autrement, parce que les investisseurs étrangers achètent des obligations canadiennes. Le caractère durable de cette situation dépend surtout des événements à l'échelle internationale, en particulier la situation financière dans la zone euro.

Ce contexte de grande faiblesse des taux d'intérêt, bien qu'il ait assoupli les conditions de crédit et favorisé le développement économique et la croissance des prêts, pose des défis opérationnels au secteur bancaire. La direction surveille de près l'incidence de la situation sur la concurrence en matière de tarification et la diminution des marges, mais est toutefois persuadée que la Banque est en bonne position pour manœuvrer dans cet environnement.

Acquisition de la Fiducie AGF

Le 1^{er} août 2012, la Banque et la Société de Gestion AGF Limitée ont conclu une entente selon laquelle B2B Banque, filiale de la Banque, a fait l'acquisition de la totalité de la Fiducie AGF dans le cadre d'une transaction d'achat d'actions. À la date de clôture, les actifs de la Fiducie AGF s'élevaient à environ 4,0 milliards \$ et comprenaient essentiellement l'encaisse et des valeurs mobilières négociables d'environ 0,8 milliard \$, et des prêts de détail d'environ 3,1 milliards \$. Le prix d'acquisition final sera fondé sur la valeur comptable nette de la Fiducie AGF à la date de clôture, qui est estimée à environ 247,1 millions \$. L'entente prévoit également le versement d'une contrepartie conditionnelle d'au plus 20,0 millions \$ sur cinq ans si la qualité du crédit atteint certains seuils.

Compte tenu de la transaction et pour soutenir son bilan, la Banque a conclu des ententes de souscription avec la Caisse de dépôt et placement du Québec et le Fonds de solidarité FTQ relatives à un placement privé de 2 867 383 reçus de souscription, qui ont été émis le 12 juin 2012 au prix de 41,85 \$ par reçu et étaient échangeables, sur la base de un pour un,

contre des actions ordinaires de la Banque. Le 1^{er} août 2012, les reçus de souscription ont été automatiquement échangés contre 2 867 383 actions ordinaires de la Banque pour un produit net total de 115,0 millions \$.

Objectifs financiers 2012

Le tableau ci-dessous présente les objectifs financiers définis par la direction pour l'exercice 2012, ainsi que la performance de la Banque jusqu'à maintenant. La croissance des revenus a été déterminée d'après les chiffres comparatifs retraités de 2011 selon les IFRS. Ces objectifs financiers sont fondés sur les hypothèses déjà présentées à la page 29 du rapport annuel 2011 de la Banque, à la rubrique « Hypothèses clés à la base des objectifs de la Banque », et ne tiennent pas compte des frais liés aux transactions et d'intégration.

OBJECTIFS FINANCIERS 2012 ^[1]

(Excluant les frais liés aux transactions et d'intégration)

	POUR LES NEUF MOIS CLOS LE	
	OBJECTIFS 2012	31 JUILLET 2012
Croissance des revenus	> 5 %	5 %
Ratio d'efficacité ajusté	73 % à 70 %	72,7 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	11,0 % à 13,5 %	12,5 %
Résultat dilué par action ajusté	4,80 \$ à 5,40 \$	3,83 \$

[1] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

D'après les résultats pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012 et les prévisions actuelles, qui tiennent compte de l'incidence de la récente émission d'actions et des contributions prévues de la Fiducie AGF pour le quatrième trimestre, la direction croit que la Banque devrait atteindre les objectifs qu'elle a établis au début de l'exercice. La forte croissance des prêts, l'acquisition des sociétés MRS, l'amélioration soutenue de la qualité du crédit et un contrôle efficace des coûts ont contribué à la performance satisfaisante, dans l'ensemble.

Analyse des résultats consolidés

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2012	30 AVRIL 2012	31 JUILLET 2011	31 JUILLET 2012	31 JUILLET 2011
Revenu net d'intérêt	129 664 \$	128 324 \$	129 426 \$	388 617 \$	378 094 \$
Autres revenus	64 169	70 346	56 407	197 630	177 831
Revenu total	193 833	198 670	185 833	586 247	555 925
Provisions pour pertes sur prêts	7 500	7 500	14 640	25 000	38 081
Frais autres que d'intérêt	148 955	147 111	133 896	439 086	392 959
Résultat avant impôts sur le résultat	37 378	44 059	37 297	122 161	124 885
Impôts sur le résultat	7 380	10 196	8 225	27 338	27 877
Résultat net	29 998 \$	33 863 \$	29 072 \$	94 823 \$	97 008 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	3 164	3 165	3 107	9 495	9 325
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	26 834 \$	30 698 \$	25 965 \$	85 328 \$	87 683 \$
Résultat par action					
de base	1,06 \$	1,22 \$	1,09 \$	3,44 \$	3,67 \$
dilué	1,06 \$	1,22 \$	1,08 \$	3,44 \$	3,66 \$

Incidence des frais liés aux transactions et d'intégration ^[1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2012	30 AVRIL 2012 ^[2]	31 JUILLET 2011	31 JUILLET 2012	31 JUILLET 2011
Éléments avant impôts sur le résultat					
Résultat avant impôts sur le résultat comme présenté	37 378 \$	44 059 \$	37 297 \$	122 161 \$	124 885 \$
Frais liés aux transactions et d'intégration :					
Frais liés à l'intégration des sociétés MRS	6 538	3 350	-	12 548	-
Frais liés à la transaction relative à la Fiducie AGF	619	-	-	619	-
	7 157 \$	3 350 \$	- \$	13 167 \$	- \$
Résultat avant impôts sur le résultat ajusté	44 535 \$	47 409 \$	37 297 \$	135 328 \$	124 885 \$
Éléments après impôts sur le résultat					
Résultat net comme présenté	29 998 \$	33 863 \$	29 072 \$	94 823 \$	97 008 \$
Frais liés aux transactions et d'intégration :					
Frais liés à l'intégration des sociétés MRS	4 801	2 439	-	9 197	-
Frais liés à la transaction relative à la Fiducie AGF	454	-	-	454	-
	5 255 \$	2 439 \$	- \$	9 651 \$	- \$
Résultat net ajusté	35 253 \$	36 302 \$	29 072 \$	104 474 \$	97 008 \$
Résultat dilué par action ordinaire					
Résultat dilué par action comme présenté	1,06 \$	1,22 \$	1,08 \$	3,44 \$	3,66 \$
Frais liés aux transactions et d'intégration :					
Frais liés à l'intégration des sociétés MRS	0,19	0,10	-	0,37	-
Frais liés à la transaction relative à la Fiducie AGF	0,02	-	-	0,02	-
	0,21 \$	0,10 \$	- \$	0,39 \$	- \$
Résultat dilué par action ajusté	1,27 \$	1,31 \$	1,08 \$	3,83 \$	3,66 \$

[1] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] L'incidence par action des frais liés aux transactions et d'intégration diffère en raison de l'arrondissement.

Trimestre clos le 31 juillet 2012 comparativement au trimestre clos le 31 juillet 2011

Le résultat net a atteint 30,0 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,06 \$, pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2012, comparativement à 29,1 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,08 \$, pour le troisième trimestre 2011. Au troisième trimestre clos le 31 juillet 2012, compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le résultat net a augmenté de 21 % pour s'établir à 35,3 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,27 \$, comme l'indique le tableau ci-dessus.

Revenu total

Le revenu total a augmenté de 8,0 millions \$, ou 4 %, pour s'élever à 193,8 millions \$ au troisième trimestre 2012, comparativement à 185,8 millions \$ pour le troisième trimestre 2011. La contribution des sociétés MRS au revenu total a atteint 10,7 millions \$ au troisième trimestre 2012.

Le revenu net d'intérêt de 129,7 millions \$ pour le troisième trimestre 2012 a été légèrement supérieur à celui de 129,4 millions \$ au troisième trimestre 2011, la bonne croissance des prêts et des dépôts d'un exercice à l'autre ayant compensé la diminution des marges d'intérêt. Les marges du troisième trimestre 2012 ont reculé de 17 points de base par rapport à celles du troisième trimestre 2011, pour s'établir à 1,66 %, étant donné que la marge nette d'intérêt a continué d'être touchée par le contexte de taux d'intérêt toujours très faibles, l'aplatissement de la courbe de rendement, une hausse des actifs à plus faible rendement liés aux activités de titrisation et le niveau élevé de liquidités.

Les autres revenus ont atteint 64,2 millions \$ au troisième trimestre 2012, comparativement à 56,4 millions \$ au troisième trimestre 2011, soit une augmentation de 7,8 millions \$, ou 14 %, d'un exercice à l'autre. Cette augmentation tient compte d'une contribution de 6,7 millions \$ aux autres revenus attribuable à l'acquisition récente des sociétés MRS, liée en grande partie aux revenus tirés des régimes enregistrés autogérés. La hausse des revenus tirés des activités de courtage, des frais et commissions sur les prêts et les dépôts et des revenus tirés des services de cartes a également contribué à

l'augmentation d'un exercice à l'autre. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par la baisse des revenus tirés des opérations de trésorerie et des marchés financiers.

Provision pour pertes sur prêts

Les provisions pour pertes sur prêts ont totalisé 7,5 millions \$ au troisième trimestre 2012, une baisse de 7,1 millions \$, ou 49 %, par rapport à 14,6 millions \$ au troisième trimestre 2011. Ce niveau très bas des pertes reflète les excellentes conditions du crédit au Canada, la qualité des portefeuilles de prêts de la Banque et les améliorations marquées dans les portefeuilles commerciaux d'un exercice à l'autre. Les pertes subies au cours du trimestre ont représenté 0,13 % de la moyenne des prêts et des acceptations, en baisse comparativement à 0,27 % au troisième trimestre 2011.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont totalisé 149,0 millions \$ au troisième trimestre 2012, comparativement à 133,9 millions \$ au troisième trimestre 2011. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration de 7,2 millions \$ et de l'ajout des dépenses d'exploitation liées aux sociétés MRS de 6,6 millions \$, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de seulement 1 %, par rapport à il y a un an, pour s'établir à 135,2 millions \$.

Les salaires et avantages du personnel ont augmenté de 6,8 millions \$, ou 10 %, comparativement au troisième trimestre 2011, pour atteindre 77,2 millions \$, surtout en raison de l'augmentation de l'effectif par suite de l'acquisition des sociétés MRS, de la hausse régulière des salaires, et de la rémunération liée à la performance ainsi que des coûts des régimes de retraite plus élevés.

Les coûts relatifs aux locaux et aux technologies ont augmenté de 2,4 millions \$ par rapport au troisième trimestre 2011, pour atteindre 38,6 millions \$. Cette augmentation est principalement imputable à la hausse des dépenses de logiciels et de la charge d'amortissement se rapportant aux projets de développement des technologies de l'information achevés, à celle des coûts de location imputable à l'acquisition des sociétés MRS ainsi qu'à la superficie en pieds carrés additionnelle des locaux loués.

Les autres frais autres que d'intérêt ont diminué de 1,3 million \$ pour s'établir à 26,0 millions \$ au troisième trimestre 2012, par rapport à 27,3 millions \$ au troisième trimestre 2011. Cette diminution découle de la baisse des frais de publicité en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent et de la baisse généralisée des autres frais autres que d'intérêt, la Banque ayant continué de contrôler rigoureusement les dépenses en raison du contexte de ralentissement de croissance des revenus.

Les frais liés aux transactions et d'intégration pour le troisième trimestre 2012 ont totalisé 7,2 millions \$ et se rapportaient principalement à des frais de technologie de l'information, des frais juridiques et des frais de communication liés à l'intégration des sociétés MRS. De plus, les frais liés aux transactions et d'intégration comprennent dorénavant les frais liés à l'acquisition de la Fiducie AGF de 0,6 million \$. En ce qui a trait aux sociétés MRS, le processus d'intégration progresse comme prévu.

Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le ratio d'efficacité a été de 73,2 % au troisième trimestre 2012, en comparaison de 72,1 % au troisième trimestre 2011. Comme la pression sur le revenu net d'intérêt devrait se maintenir dans un avenir rapproché, étant donné les creux records atteints par les taux d'intérêt, la Banque continue de s'engager à contrôler les coûts et à tirer parti des deux acquisitions récentes pour accroître davantage ses revenus.

Impôts sur le résultat

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2012, les impôts sur le résultat se sont élevés à 7,4 millions \$ et le taux d'imposition effectif, à 19,7 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables, et de l'imposition réduite des revenus tirés des opérations d'assurance. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2011, les impôts sur le résultat se sont élevés à 8,2 millions \$ et le taux d'imposition effectif, à 22,1 %. La diminution d'un exercice à l'autre du taux d'imposition pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2012 tient compte de la hausse des revenus tirés des opérations d'assurance et des dividendes non imposables, combinée à une réduction de 1,5 % des taux d'imposition du gouvernement fédéral en vigueur pour l'exercice.

Période de neuf mois close le 31 juillet 2012 comparativement à la période de neuf mois close le 31 juillet 2011

Le résultat net a atteint 94,8 millions \$, ou un résultat dilué par action de 3,44 \$, pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, par rapport à 97,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 3,66 \$, en 2011. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le résultat net a été de 104,5 millions \$, soit un résultat dilué par action de 3,83 \$.

Revenu total

Le revenu total a augmenté de 30,3 millions \$, ou 5 %, pour atteindre 586,2 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, comparativement à 555,9 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011. La contribution des sociétés MRS au revenu total s'est élevée à 29,8 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, le revenu net d'intérêt a augmenté pour atteindre 388,6 millions \$, par rapport à 378,1 millions \$ pour la période correspondante de 2011. Cette augmentation s'explique essentiellement par la croissance soutenue, tant interne que découlant de l'acquisition des sociétés MRS, du volume de prêts et de dépôts d'un exercice à l'autre, respectivement de 1,8 milliard \$ et 2,2 milliards \$, qui a été en partie contrebalancée par une baisse de la marge nette d'intérêt de 13 points de base au cours de la période de neuf mois. Comme il est mentionné ci-dessus, la compression de la marge nette d'intérêt est imputable au contexte de faiblesse persistante des taux d'intérêt, à l'augmentation des actifs de remplacement à rendement plus faible liés aux activités de titrisation par rapport à l'exercice précédent, ainsi qu'aux niveaux élevés de liquidités.

Les autres revenus se sont établis à 197,6 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, en comparaison de 177,8 millions \$ pour la période correspondante de 2011, une augmentation de 11 % d'un exercice à l'autre. Cette augmentation tient compte d'une contribution de 19,4 millions \$ aux autres revenus découlant de l'acquisition des sociétés MRS, liée en grande partie aux revenus tirés des régimes enregistrés autogérés. L'augmentation des autres revenus s'explique également par la hausse des frais et des commissions sur les prêts et les dépôts, ainsi que par celle des revenus tirés des services de cartes d'un exercice à l'autre. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par la baisse des revenus d'assurance crédit découlant du nombre plus important de réclamations au premier semestre de l'exercice.

Provision pour pertes sur prêts

Les provisions pour pertes sur prêts ont totalisé 25,0 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, une diminution considérable de 13,1 millions \$, ou 34 %, par rapport aux provisions pour pertes sur prêts de 38,1 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011. Cette diminution reflète les conditions de crédit excellentes sur le marché canadien, les décisions en matière de gestion proactive du crédit et la qualité des portefeuilles de prêts de la Banque ainsi que l'amélioration marquée des portefeuilles de prêts commerciaux.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont totalisé 439,1 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, comparativement à 393,0 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration de 13,2 millions \$ et des dépenses d'exploitation actuelles de 21,3 millions \$ liées aux sociétés MRS, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 11,6 millions \$, ou 3 %, pour atteindre 404,6 millions \$.

Les salaires et avantages du personnel ont augmenté de 21,3 millions \$, ou 10 %, comparativement à la période de neuf mois close le 31 juillet 2011, pour atteindre 233,5 millions \$, surtout en raison de l'augmentation de l'effectif par suite de l'acquisition des sociétés MRS. La hausse régulière des salaires et la rémunération variable, les charges plus élevées au titre des avantages du personnel liés à certains programmes d'assurance collective et les coûts des régimes de retraite plus considérables ont également contribué à l'augmentation d'un exercice à l'autre.

Les coûts relatifs aux locaux et aux technologies ont enregistré une hausse de 8,0 millions \$, pour atteindre 113,8 millions \$, en comparaison de 105,8 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011. La hausse est attribuable aux coûts des technologies de l'information plus élevés liés à la croissance continue des activités, à la charge d'amortissement associée aux projets de développement des technologies de l'information achevés, ainsi qu'aux coûts de location plus élevés en raison de l'acquisition des sociétés MRS et à la superficie en pieds carrés plus importante des locaux loués.

Les autres frais autres que d'intérêt ont été de 78,6 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, une hausse de 3,7 millions \$, par rapport à 74,9 millions \$ pour la période correspondante de 2011, du fait surtout de l'acquisition des sociétés MRS.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, les frais liés aux transactions et d'intégration ont totalisé 13,2 millions \$ et se rapportaient à des frais de technologies de l'information, des frais juridiques et des frais de communication liés à l'intégration des sociétés MRS. Au troisième trimestre de 2012, les frais liés aux transactions et d'intégration comprenaient également des frais de transaction de 0,6 million \$ liés à l'acquisition de la Fiducie AGF.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le ratio d'efficacité a atteint 72,7 %, en comparaison de 70,7 % pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011, l'augmentation modérée du revenu total n'ayant pas contrebalancé en totalité l'accroissement des dépenses. L'intégration des sociétés MRS et de la Fiducie AGF devrait contribuer à l'amélioration de l'ensemble du ratio d'efficacité au cours des 12 à 18 prochains mois.

Impôts sur le résultat

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, les impôts sur le résultat se sont élevés à 27,3 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 22,4 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables, et de l'imposition réduite des revenus tirés des opérations d'assurance. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011, les impôts sur le résultat se sont élevés à 27,9 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 22,3 %.

Trimestre clos le 31 juillet 2012 comparativement au trimestre clos le 30 avril 2012

Le résultat net a atteint 30,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,06 \$, pour le troisième trimestre 2012, par rapport à 33,9 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,22 \$, pour le deuxième trimestre 2012. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le résultat net a été de 35,3 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,27 \$, en comparaison d'un résultat net de 36,3 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,31 \$, pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2012.

Le revenu total a baissé pour s'établir à 193,8 millions \$ au troisième trimestre 2012, en comparaison de 198,7 millions \$ au trimestre précédent. Le revenu net d'intérêt a progressé de façon séquentielle de 1,3 million \$, pour s'élever à 129,7 millions \$, la croissance des prêts et des dépôts et le fait que le troisième trimestre comptait deux jours de plus ayant plus que contrebalancé la diminution séquentielle de la marge de 7 points de base. Le volume plus considérable de titres liquides à rendement moins élevé et le renouvellement des prêts hypothécaires à des taux d'intérêt plus bas expliquent la chute séquentielle de la marge nette d'intérêt.

La diminution séquentielle des autres revenus de 6,2 millions \$ découle en grande partie du profit de 3,1 millions \$ sur la vente d'un portefeuille de prêts hypothécaires commerciaux de 77,0 millions \$ au deuxième trimestre, de la baisse des revenus tirés des opérations de trésorerie et des marchés financiers et des revenus tirés des activités de courtage, découlant du fait que les préoccupations à l'égard de l'économie mondiale qui sont réapparues vers la fin du deuxième trimestre ont persisté au troisième trimestre.

Les provisions pour pertes sur prêts sont demeurées inchangées au troisième trimestre 2012 par rapport au deuxième trimestre 2012, étant donné que l'excellente qualité du portefeuille et les conditions du crédit favorables au Canada se sont maintenues.

Les frais autres que d'intérêt se sont élevés à 149,0 millions \$ au troisième trimestre 2012, comparativement à 147,1 millions \$ pour le deuxième trimestre 2012. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration de 7,2 millions \$ au troisième trimestre et de 3,4 millions \$ au deuxième trimestre 2012, les frais autres que d'intérêt ont diminué de façon séquentielle de 2,0 millions \$, puisque la Banque a continué de mettre en œuvre des mesures rigoureuses de contrôle des coûts et a commencé à tirer parti des synergies de dépenses liées à l'acquisition des sociétés MRS.

Situation financière

BILAN RÉSUMÉ

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 JUILLET 2012	AU 31 OCTOBRE 2011	AU 31 JUILLET 2011
ACTIF			
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	917 923 \$	367 059 \$	669 765 \$
Valeurs mobilières	5 178 810	5 175 866	4 918 253
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	1 173 704	720 317	540 220
Prêts et acceptations, montant net	23 303 028	21 944 394	21 535 086
Autres actifs	842 047	755 574	575 306
	31 415 512 \$	28 963 210 \$	28 238 630 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Dépôts	21 622 059 \$	20 016 281 \$	19 425 862 \$
Autres passifs	3 137 239	2 725 215	2 940 555
Dette liée aux activités de titrisation	5 109 015	4 760 847	4 442 256
Dette subordonnée	243 869	242 551	242 113
Capitaux propres	1 303 330	1 218 316	1 187 844
	31 415 512 \$	28 963 210 \$	28 238 630 \$

L'actif au bilan s'élevait à 31,4 milliards \$ au 31 juillet 2012, soit une augmentation de 2,5 milliards \$ par rapport à la clôture de l'exercice 2011. Au cours des 12 derniers mois, l'actif au bilan a augmenté de 3,2 milliards \$, ou 11 %.

Liquidités

Les liquidités de la Banque, composées de la trésorerie, des dépôts auprès d'autres banques, des valeurs mobilières et des valeurs acquises en vertu de conventions de revente, ont augmenté de 1,0 milliard \$ par rapport à la clôture de l'exercice 2011, la Banque ayant maintenu diverses sources de financement et continué de gérer de façon prudente le niveau de ses liquidités pour appuyer la croissance de ses activités. Les liquidités, en pourcentage de l'actif total, ont enregistré une légère hausse, passant de 22 % au 31 octobre 2011 à 23 %.

Prêts

Le total des prêts et acceptations bancaires s'élevait à 23,4 milliards \$ au 31 juillet 2012, soit une augmentation de 1,3 milliard \$, ou 6 %, par rapport au 31 octobre 2011, et de 8 % d'un exercice à l'autre. En dépit de l'intensité de la concurrence et du resserrement récent des règles régissant les prêts hypothécaires au Canada, la Banque a connu un autre solide trimestre de croissance interne, grâce à l'augmentation séquentielle des prêts de 314,2 millions \$. Depuis le début de l'exercice, la Banque a enregistré une croissance interne de 1,0 milliard \$, tandis que l'acquisition des sociétés MRS a donné lieu à une augmentation de 0,3 milliard \$ du portefeuille de prêts. Les prêts personnels ont augmenté de 307,4 millions \$, ou 5 %, depuis le 31 octobre 2011, alors que les prêts à l'investissement acquis dans le cadre de l'acquisition des sociétés MRS et la hausse des marges de crédit hypothécaire et des prêts personnels octroyés dans le cadre du programme Immigrants investisseurs ont plus que contrebalancé la rationalisation plus lente des activités de financement aux points de vente. Les prêts hypothécaires résidentiels ont aussi augmenté de 684,7 millions \$ par rapport à la même période, y compris une tranche de 67,4 millions \$ liée à l'acquisition des sociétés MRS, signe de la solidité de la Banque sur le marché du détail. De plus, les prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, ont augmenté de 246,0 millions \$, ou 12 %, par rapport au 31 octobre 2011, tandis que les prêts hypothécaires commerciaux ont progressé de 110,0 millions \$, ou 5 %, au cours de la même période, bien que des prêts de 77,0 millions \$ aient été vendus au deuxième trimestre 2012.

Dépôts

Les dépôts de particuliers ont connu une hausse de 1,2 milliard \$, ou 8 %, depuis le 31 octobre 2011, et s'élevaient à 16,8 milliards \$ au 31 juillet 2012, y compris un montant de 0,7 milliard \$ attribuable à l'acquisition des sociétés MRS et un montant de 0,5 milliard \$ provenant de la croissance interne. Les dépôts d'entreprises et autres dépôts, incluant les dépôts institutionnels, se sont accrus de 378,6 millions \$ depuis le début de l'exercice pour atteindre 4,8 milliards \$ au 31 juillet 2012, y compris des billets de dépôt de premier rang de trois ans de 200,0 millions \$ mobilisés au cours du deuxième trimestre.

Bien que la Banque continue de gérer activement ses liquidités et de diversifier ses sources de financement, elle concentre ses efforts sur la collecte de dépôts de particuliers par l'entremise des secteurs d'activité Particuliers et PME-Québec et B2B Banque, qui représentaient 78 % du total des dépôts au 31 juillet 2012.

Autres passifs

La dette liée aux activités de titrisation a augmenté de 348,2 millions \$ depuis le début de l'exercice et s'établissait à 5,1 milliards \$ au 31 juillet 2012. Depuis le 31 octobre 2011, la Banque a titrisé et vendu légalement des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 518,3 millions \$, incluant un montant de 163,7 millions \$ au troisième trimestre, ce qui a entraîné une augmentation de la dette liée aux activités de titrisation de 516,0 millions \$. En outre, des prêts totalisant 621,0 millions \$ ont été vendus à titre d'actifs de remplacement au cours de la période, dont une tranche de 161,8 millions \$ a été vendue au troisième trimestre. Pour de plus amples renseignements sur la dette liée aux activités de titrisation de la Banque, se reporter à la note 8 des états financiers intermédiaires résumés non audités.

La dette subordonnée s'établissait à 243,9 millions \$ au 31 juillet 2012, soit relativement au même niveau qu'au 31 octobre 2011.

Capitaux propres

Les capitaux propres s'élevaient à 1 305,4 millions \$ au 31 juillet 2012, comparativement à 1 218,3 millions \$ au 31 octobre 2011. Cette augmentation découle essentiellement de l'émission de 1 325 100 actions ordinaires pour un produit net de 60,9 millions \$ au cours du deuxième trimestre 2012 et de la production de fonds propres internes, qui ont plus que compensé la diminution du cumul des autres éléments du résultat global. La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque, excluant le cumul des autres éléments du résultat global, a augmenté et s'établissait à 41,78 \$ au 31 juillet 2012, comparativement à 39,40 \$ au 31 octobre 2011. En date du 20 août 2012, le nombre d'actions ordinaires s'élevait à 28 117 520 (y compris 2 867 383 actions émises dans le cadre d'un placement privé clôturé le 1^{er} août 2012) et le nombre d'options d'achat d'actions en circulation, à 50 000.

Biens administrés

Les biens administrés s'établissaient à 32,3 milliards \$ au 31 juillet 2012, soit 20,3 milliards \$ de plus qu'au 31 octobre 2011. L'augmentation est surtout attribuable à la hausse des actifs liés aux régimes enregistrés d'épargne-retraite autogérés par suite de l'acquisition des sociétés MRS et, dans une moindre mesure, des fonds communs de placement, qui ont commencé à tirer parti de la nouvelle entente de distribution des fonds Mackenzie.

Gestion du capital

Les fonds propres de catégorie 1 de la Banque, calculés selon la méthode standard, s'établissaient à 1 233,5 millions \$ au 31 juillet 2012, comparativement à 1 217,2 millions \$ au 31 octobre 2011, mesurés selon les anciens PCGR du Canada. Étant donné que la Banque a choisi d'appliquer progressivement les ajustements selon les IFRS, le ratio BRI de fonds propres de catégorie 1 et le ratio BRI total des fonds propres atteignaient respectivement 10,1 % et 12,6 % au 31 juillet 2012, par rapport à respectivement 11,0 % et 13,7 % au 31 octobre 2011 selon les anciens PCGR du Canada. Ces ratios demeurent largement au-delà des exigences minimales actuelles. La diminution de ces ratios découle principalement de la transition aux IFRS, tandis que la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques liée à l'acquisition des sociétés MRS a été partiellement contrebalancée par l'émission d'actions ordinaires au deuxième trimestre 2012. Le ratio des capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires de 8,0 % atteste également la grande qualité du capital de la Banque.

Le 1^{er} août 2012, pour soutenir le bilan de la Banque et compte tenu de l'acquisition de la Fiducie AGF, la Banque a réalisé avec succès un placement privé de 2 867 383 actions ordinaires pour un produit net de 115,0 millions \$. Cette émission est conforme à la gestion du capital prudente de la Banque et à son objectif qui vise à maintenir des ratios de fonds propres supérieurs aux ratios requis par la nouvelle réglementation, comme il est précisé ci-après.

FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	AU 31 JUILLET 2012	AU 31 OCTOBRE ^[2] 2011	AU 31 JUILLET ^[2] 2011
Fonds propres de catégorie 1 (A)	1 233 467 \$	1 217 225 \$	1 198 722 \$
Ratio BRI de fonds propres de catégorie 1 (A/C)	10,1 %	11,0 %	11,0 %
Total des fonds propres réglementaires - BRI (B)	1 535 081 \$	1 516 840 \$	1 494 221 \$
Ratio BRI total des fonds propres (B/C)	12,6 %	13,7 %	13,7 %
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (C)	12 187 979 \$	11 071 971 \$	10 879 847 \$
Ratio actif / fonds propres	18,7 x	16,2 x	16,2 x
Capitaux propres tangibles en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques ^[1]	8,0 %	9,2 %	9,2 %

[1] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Les montants sont présentés selon les anciens PCGR du Canada comme déposés auprès du BSIF.

Incidence de l'adoption des IFRS sur les fonds propres réglementaires

La Banque a adopté les IFRS le 1^{er} novembre 2011, ce qui a eu une incidence sur ses capitaux propres. La Banque a choisi de façon irrévocable l'introduction progressive, sur une période de cinq trimestres, de l'incidence du rajustement du résultat non distribué découlant de la première application de certaines modifications aux IFRS, comme l'autorise la directive du BSIF. Par conséquent, aux fins du calcul des ratios de fonds propres, la Banque a amorti, depuis le 1^{er} novembre 2011, la tranche admissible de l'incidence des IFRS sur les fonds propres totalisant à l'origine 136,0 millions \$ sur une base linéaire sur les cinq prochains trimestres jusqu'au 31 janvier 2013. Ainsi, l'incidence totale de la conversion aux IFRS sur les ratios de fonds propres de la Banque ne sera pleinement prise en compte qu'au 31 janvier 2013. Compte non tenu de cette disposition transitoire, le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres auraient été respectivement 9,7 % et 12,1 % au 31 juillet 2012.

À l'adoption des IFRS, les actifs de la Banque ont augmenté du montant des prêts hypothécaires résidentiels titrisés et des actifs de remplacement. Aux fins du calcul du ratio actif / fonds propres, les prêts hypothécaires titrisés vendus dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada jusqu'au 31 mars 2010 ont été exclus, comme l'autorise le BSIF. Cependant, les prêts hypothécaires titrisés vendus après cette date sont désormais inclus dans le calcul du ratio actif / fonds propres et ont contribué en grande partie à l'augmentation du ratio actif / fonds propres, qui s'établissait à 18,7 au 31 juillet 2012.

Proposition de nouvelles règles de mesure des fonds propres et des liquidités

En août 2012, le BSIF a publié une version provisoire de sa ligne directrice sur les normes de fonds propres fondées sur les nouvelles règles en matière de fonds propres publiées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) en décembre 2010, que l'on désigne communément sous le nom de Bâle III. Dans cette version provisoire de sa ligne directrice, le BSIF a indiqué qu'il s'attend à ce que les institutions de dépôt satisfassent aux exigences en matière de fonds propres de Bâle III durant la période de passage au dispositif de Bâle III à compter du 1^{er} janvier 2013, y compris la cible du ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 7 % (soit la somme de l'exigence minimale de 4,5 % et de la réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %).

Compte tenu de la position de la Banque en matière de fonds propres, et en fonction de la compréhension actuelle des règles de Bâle III, la direction croit que la Banque est bien placée pour respecter les exigences en matière de fonds propres à venir à la date de mise en œuvre en janvier 2013. Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires *pro forma* au 31 juillet 2012 s'établirait à environ 7,0 % selon les règles de Bâle III applicables en 2019 (sans prise en compte des dispositions transitoires). La rubrique « Gestion du capital » du rapport de gestion annuel contient davantage de renseignements sur ces mesures de fonds propres et sur les nouvelles normes mondiales en matière de liquidité.

Incidence sur le capital de l'acquisition de la Fiducie AGF

Le 1^{er} août 2012, la Banque, par l'intermédiaire de sa filiale B2B Banque, a conclu l'acquisition de la totalité de la Fiducie AGF dans le cadre d'une transaction d'achat d'actions. Compte tenu des estimations relatives aux exigences en matière de fonds propres de la Fiducie AGF à la clôture de la transaction et du produit d'un placement privé parallèle, le ratio de fonds propres de catégorie 1 *pro forma* de la Banque sous Bâle II s'établirait à environ 10,1 % au 31 juillet 2012, bien au-dessus des seuils réglementaires en vigueur. En outre, le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires *pro forma* selon Bâle III de la Banque en fonction de l'ensemble des règles de Bâle III applicables en 2019 (c'est-

à-dire sans les dispositions transitoires) serait d'environ 7,3 % au 31 juillet 2012, ce qui est conforme aux exigences réglementaires prévues.

Dividendes

Le 22 août 2012, le conseil d'administration a annoncé le versement de dividendes réguliers sur les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 7 septembre 2012. Au cours de sa réunion tenue le 31 août 2012, le conseil d'administration a annoncé le versement d'un dividende de 0,47 \$ par action ordinaire payable le 1^{er} novembre 2012 aux actionnaires inscrits en date du 1^{er} octobre 2012.

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES ET RATIO DU DIVIDENDE VERSÉ

En dollars canadiens, sauf les ratios du dividende versé (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LE	POUR LES EXERCICES CLOS LES		
	31 JUILLET	30 AVRIL	31 JANVIER	31 JUILLET	31 OCTOBRE	31 OCTOBRE	31 OCTOBRE
	2012	2012	2012	2012	2011	2010	2009
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,47 \$	0,45 \$	0,45 \$	1,37 \$	1,62 \$	1,44 \$	1,36 \$
Ratio du dividende versé ^{[1] [2]}	44,2 %	37,0 %	38,7 %	39,8 %	34,8 %	31,1 %	32,1 %

[1] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Les montants pour 2010 et 2009 sont présentés selon les anciens PCGR du Canada.

Gestion des risques

De par la nature de ses activités, la Banque est exposée à divers types de risques. Ces risques sont liés principalement à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de gérer ces risques, des mesures de contrôle, telles que des politiques de gestion des risques et diverses limites de risque, ont été mises en œuvre. L'objectif de ces mesures est d'optimiser le ratio rendement/risques dans toutes les sphères d'activités de la Banque. De plus amples renseignements sur le cadre de gestion intégrée des risques de la Banque sont fournis dans le rapport annuel 2011.

Risque de crédit¹

Les sections suivantes fournissent une information détaillée sur la qualité du crédit des portefeuilles de prêts de la Banque.

PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2012	30 AVRIL 2012	31 JUILLET 2011	31 JUILLET 2012	31 JUILLET 2011
Provisions pour pertes sur prêts					
Prêts personnels	5 715 \$	5 856 \$	2 868 \$	17 760 \$	15 652 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	1 256	498	(646)	2 038	396
Prêts hypothécaires commerciaux	13	2 555	6 227	3 456	13 667
Prêts commerciaux et autres (y compris les acceptations)	516	(1 409)	6 191	1 746	8 366
	7 500 \$	7 500 \$	14 640 \$	25 000 \$	38 081 \$
En pourcentage des prêts et des acceptations moyens	0,13 %	0,13 %	0,27 %	0,15 %	0,25 %

La provision pour pertes sur prêts a atteint 7,5 millions \$ au troisième trimestre 2012, soit le même niveau qu'au deuxième trimestre 2012, mais en baisse de 7,1 millions \$, ou 49 %, par rapport à il y a un an, reflétant l'excellente qualité du crédit des portefeuilles de prêts de la Banque et les conditions de crédit toujours favorables sur le marché canadien.

L'augmentation d'un exercice à l'autre des pertes sur prêts personnels découle en partie de l'augmentation des montants à recevoir au titre des cartes de crédit ainsi que de celle des volumes. La provision pour pertes sur prêts hypothécaires

¹ Les prêts hypothécaires à l'égard des propriétés et des projets de développement immobilier résidentiels, qui étaient auparavant présentés dans les prêts hypothécaires résidentiels, ont été reclassés dans les prêts hypothécaires commerciaux afin de mieux refléter leur nature et le risque qui y est lié.

résidentiels s'est élevée à 1,3 million \$ au troisième trimestre 2012, en hausse de 1,9 million \$ par rapport au troisième trimestre 2011, dont les résultats ont été touchés favorablement par les réductions nettes.

Les pertes sur prêts hypothécaires commerciaux et sur prêts commerciaux sont demeurées basses lors du troisième trimestre et ont enregistré une baisse séquentielle additionnelle de 0,6 million \$ attribuable essentiellement à l'amélioration des conditions du crédit de certains prêts et, dans une moindre mesure, aux recouvrements. Le niveau relativement faible des pertes sur prêts continue de témoigner de la bonne qualité du crédit du portefeuille.

PRÊTS DOUTEUX

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	AU 31 JUILLET 2012	AU 31 OCTOBRE 2011	AU 31 JUILLET 2011
Prêts douteux, montant brut			
Prêts personnels	17 774 \$	14 395 \$	15 369 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	18 853	17 053	16 517
Prêts hypothécaires commerciaux	61 418	62 541	68 160
Prêts commerciaux et autres (y compris les acceptations)	58 348	69 736	71 646
	156 393	163 725	171 692
Provisions cumulatives individuelles	(62 052)	(69 450)	(67 989)
Provisions cumulatives collectives	(70 587)	(73 700)	(73 164)
Prêts douteux, montant net	23 754 \$	20 575 \$	30 539 \$
Prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations			
Montant brut	0,67 %	0,74 %	0,79 %
Montant net	0,10 %	0,09 %	0,14 %

Les prêts douteux bruts s'établissaient à 156,4 millions \$ au 31 juillet 2012, comparativement à 163,7 millions \$ au 31 octobre 2011, la qualité du crédit étant demeurée solide au cours du trimestre. La diminution depuis le 31 octobre 2011 est attribuable essentiellement à l'amélioration des portefeuilles de prêts commerciaux. L'augmentation des prêts douteux bruts dans les portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts personnels depuis le 31 octobre 2011 est conforme à la croissance des divers portefeuilles de prêts de la Banque.

Depuis le début de l'exercice, les provisions cumulatives individuelles ont reculé de 7,4 millions \$, pour atteindre 62,1 millions \$. Au cours de la même période, les provisions cumulatives collectives ont connu une baisse de 3,1 millions \$, malgré une augmentation de 3,2 millions \$ liée à l'acquisition du portefeuille de prêts et des provisions cumulatives des sociétés MRS, étant donné que l'amélioration de la qualité du crédit et des conditions du marché ont plus que contrebalancé l'incidence de l'accroissement des volumes de prêts. Les prêts douteux, montant net, ont atteint 23,8 millions \$ au 31 juillet 2012, en comparaison de 20,6 millions \$ au 31 octobre 2011, pour s'établir à 0,10 % des prêts et des acceptations, soit une légère augmentation par rapport à 0,09 % au 31 octobre 2011.

Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut subir la Banque en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite des variations des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ou les cours boursiers. Ce risque est inhérent aux activités de financement, de placement, de négociation et de gestion de l'actif et du passif (GAP) de la Banque.

L'objet des activités de GAP est de contrôler le risque structurel de taux d'intérêt, qui correspond à l'effet potentiel défavorable des fluctuations des taux d'intérêt sur les revenus et la valeur économique de la Banque. La gestion dynamique du risque structurel vise à maximiser la rentabilité de la Banque, tout en préservant la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Au 31 juillet 2012, l'effet d'une augmentation soudaine et soutenue de 1 % de l'ensemble de la courbe des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et sur le revenu net d'intérêt avant impôts se traduisait comme suit :

ANALYSE DE SENSIBILITÉ DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT STRUCTUREL

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 JUILLET	AU 31 OCTOBRE
	2012	2011
Augmentation du revenu net d'intérêt avant impôts au cours des 12 prochains mois	15 923 \$	22 026 \$
Diminution de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (déduction faite des impôts sur le résultat)	(22 837) \$	(15 964) \$

Comme le montre le tableau ci-dessus, la Banque a maintenu sa sensibilité à court terme en matière de GAP par rapport au 31 octobre 2011. Ces résultats reflètent les efforts de la direction pour tirer parti des fluctuations des taux d'intérêt à court terme et à long terme, tout en maintenant la sensibilité à ces fluctuations dans les limites approuvées.

Information sectorielle

Cette section fournit un aperçu des activités de la Banque, selon sa structure organisationnelle. Les services aux particuliers, aux entreprises, aux intermédiaires financiers et aux clients institutionnels sont offerts par l'intermédiaire des secteurs d'activité suivants :

- Particuliers et PME-Québec
- Immobilier et Commercial
- B2B Banque¹
- Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux
- Autres

Particuliers et PME-Québec

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2012	30 AVRIL 2012	31 JUILLET 2011	31 JUILLET 2012	31 JUILLET 2011
Revenu net d'intérêt	80 163 \$	76 096 \$	83 137 \$	234 984 \$	241 466 \$
Autres revenus	34 662	33 422	32 699	99 887	99 256
Revenu total	114 825	109 518	115 836	334 871	340 722
Provisions pour pertes sur prêts	6 474	4 855	3 724	17 545	17 978
Frais autres que d'intérêt	91 107	91 268	92 352	273 635	272 473
Résultat avant impôts sur le résultat	17 244	13 395	19 760	43 691	50 271
Impôts sur le résultat	3 709	2 737	5 015	9 077	10 974
Résultat net	13 535 \$	10 658 \$	14 745 \$	34 614 \$	39 297 \$
Ratio d'efficacité ^[1]	79,3 %	83,3 %	79,7 %	81,7 %	80,0 %

[1] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La contribution du secteur Particuliers et PME-Québec au résultat net a été de 13,5 millions \$ au troisième trimestre 2012, par rapport à 14,7 millions \$ au troisième trimestre 2011.

Le revenu total a reculé, passant de 115,8 millions \$ au troisième trimestre 2011 à 114,8 millions \$ au troisième trimestre 2012, puisque la hausse des autres revenus a été plus que contrebalancée par la baisse du revenu net d'intérêt. D'un exercice à l'autre, le revenu net d'intérêt a diminué de 3,0 millions \$, l'accroissement considérable des volumes de prêts et de dépôts, notamment dans le portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels et le portefeuille de prêts aux PME, n'ayant pas compensé entièrement la baisse de la marge nette d'intérêt attribuable au contexte de faiblesse persistante des taux d'intérêt. Les autres revenus ont enregistré une hausse, passant de 32,7 millions \$ au troisième trimestre 2011 à 34,7 millions \$ au trimestre correspondant de 2012, l'amélioration des revenus tirés des services de cartes attribuable à l'accroissement des frais et des volumes de transactions et les frais plus élevés sur les dépôts ayant été contrebalancés partiellement par les revenus d'assurance crédit moins élevés.

Les pertes sur prêts se sont accrues de 2,8 millions \$, pour passer de 3,7 millions \$ au troisième trimestre 2011 à 6,5 millions \$ au troisième trimestre 2012, puisque des provisions plus élevées ont été requises pour le volume plus important du portefeuille de détail. Cet accroissement a été atténué par la diminution constante du portefeuille de financement aux points de vente découlant de la réduction de l'exposition au risque. Les frais autres que d'intérêt ont baissé

¹ B2B Trust s'est convertie en une banque à charte fédérale de l'Annexe I sous le nom de B2B Banque le 7 juillet 2012.

de 1,2 million \$, passant de 92,4 millions \$ au troisième trimestre 2011 à 91,1 millions \$ au troisième trimestre 2012, du fait des initiatives de contrôle des coûts.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, le résultat net a diminué de 4,7 millions \$ pour s'établir à 34,6 millions \$, ce qui s'explique essentiellement par les marges d'intérêt moins élevées, qui ont plus que compensé la solide croissance des prêts, comme il est mentionné ci-dessus. Malgré les investissements soutenus dans le secteur PME-Québec, les frais autres que d'intérêt, en raison de l'importance soutenue accordée au contrôle des coûts, ont augmenté de moins de 1 % au cours de la période de neuf mois.

Faits saillants du bilan

- Augmentation des prêts de 7 %, ou 937,8 millions \$, au cours des 12 derniers mois
- Augmentation des dépôts de 4 %, ou 336,9 millions \$, au cours des 12 derniers mois, qui se sont établis à 9,7 milliards \$ au 31 juillet 2012

Immobilier et Commercial

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2012	30 AVRIL 2012	31 JUILLET 2011	31 JUILLET 2012	31 JUILLET 2011
Revenu net d'intérêt	21 731 \$	22 049 \$	22 942 \$	65 992 \$	68 551 \$
Autres revenus	8 327	10 451	8 837	26 784	24 782
Revenu total	30 058	32 500	31 779	92 776	93 333
Provisions pour pertes sur prêts	436	1 755	10 458	5 042	18 695
Frais autres que d'intérêt	7 756	7 484	7 555	22 996	21 918
Résultat avant impôts sur le résultat	21 866	23 261	13 766	64 738	52 720
Impôts sur le résultat	5 915	6 292	3 940	17 512	15 091
Résultat net	15 951 \$	16 969 \$	9 826 \$	47 226 \$	37 629 \$
Ratio d'efficacité ^[1]	25,8 %	23,0 %	23,8 %	24,8 %	23,5 %

[1] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La contribution du secteur Immobilier et Commercial au résultat net a augmenté de 6,1 millions \$, ou 62 %, pour atteindre 16,0 millions \$ au troisième trimestre 2012, en comparaison de 9,8 millions \$ au troisième trimestre 2011.

Le revenu total a diminué de 1,7 million \$, passant de 31,8 millions \$ au troisième trimestre 2011 à 30,1 millions \$ au troisième trimestre 2012. Cette diminution s'explique avant tout par une réduction du revenu net d'intérêt, qui a continué de subir l'incidence de la compression des marges, et par celle des autres revenus imputable à la baisse des honoraires de souscription. Les pertes sur prêts ont baissé, pour s'établir à 0,4 million \$ au troisième trimestre 2012, en comparaison de 10,5 millions \$ au troisième trimestre 2011. Ce niveau exceptionnellement bas de pertes reflète la bonne qualité globale du crédit des portefeuilles de prêts, qui est favorisée par les conditions de crédit toujours favorables au Canada. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté légèrement, pour s'établir à 7,8 millions \$ au troisième trimestre 2012 par rapport à 7,6 millions \$ au troisième trimestre 2011, du fait essentiellement de la hausse des salaires liée à l'effectif supplémentaire embauché pour soutenir la croissance des activités.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, le revenu net a été de 47,2 millions \$, une hausse de 26 % attribuable à la diminution des pertes sur prêts et à l'augmentation des autres revenus par suite du profit réalisé à la vente d'un portefeuille de prêts hypothécaires commerciaux au deuxième trimestre. Les frais autres que d'intérêt ont été légèrement plus élevés de 1,1 million \$ que ceux de la période de neuf mois close le 31 juillet 2011, du fait principalement de la hausse des salaires et des avantages du personnel et de celle des coûts de location, comme il est mentionné ci-dessus.

Faits saillants du bilan

- Augmentation des prêts et des acceptations bancaires de 8 %, ou 245,5 millions \$, au cours des 12 derniers mois
- Augmentation des dépôts de 18 %, ou 87,4 millions \$ au cours des 12 derniers mois

B2B Banque

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2012	30 AVRIL 2012	31 JUILLET 2011	31 JUILLET 2012	31 JUILLET 2011
En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)					
Revenu net d'intérêt	32 119 \$	30 689 \$	30 072 \$	93 772 \$	87 294 \$
Autres revenus	8 408	9 116	2 110	25 667	7 054
Revenu total	40 527	39 805	32 182	119 439	94 348
Provisions pour pertes sur prêts	590	890	458	2 413	1 408
Frais autres que d'intérêt	22 913	24 483	16 545	70 818	48 113
Frais liés à une acquisition et autres ^[1]	7 157	3 350	-	13 167	-
Résultat avant impôts sur le résultat	9 867	11 082	15 179	33 041	44 827
Impôts sur le résultat	2 612	2 953	4 300	8 786	12 703
Résultat net	7 255 \$	8 129 \$	10 879 \$	24 255 \$	32 124 \$
Ratio d'efficacité ^[2]	74,2 %	69,9 %	51,4 %	70,3 %	51,0 %
Résultat net ajusté ^[2]	12 510 \$	10 568 \$	10 879 \$	33 906 \$	32 124 \$
Ratio d'efficacité ajusté ^[2]	56,5 %	61,5 %	51,4 %	59,3 %	51,0 %

[1] Frais liés à l'acquisition des sociétés MRS et de la Fiducie AGF.

[2] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration après impôts de 5,3 millions \$ liés à l'acquisition de la Fiducie AGF et des sociétés MRS, la contribution du secteur B2B Banque au résultat net s'est élevée à 12,5 millions \$ au troisième trimestre 2012, une hausse de 1,6 million \$ par rapport au troisième trimestre 2011. Le résultat net présenté pour le troisième trimestre 2012 était de 7,3 millions \$.

Le revenu total a augmenté, pour s'établir à 40,5 millions \$ au troisième trimestre 2012, par rapport à 32,2 millions \$ au troisième trimestre 2011, surtout en raison de la hausse des autres revenus tirés des régimes enregistrés autogérés par suite de l'acquisition des sociétés MRS. Le revenu net d'intérêt a également enregistré une hausse de 2,0 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait essentiellement de l'acquisition des sociétés MRS.

Les pertes sur prêts ont été légèrement plus élevées, passant de 0,5 million \$ au troisième trimestre 2011 à 0,6 million \$ au troisième trimestre 2012, étant donné qu'un montant plus important de provisions était requis pour les volumes accrus de prêts à l'investissement. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 6,4 millions \$, pour s'élever à 22,9 millions \$ au troisième trimestre 2012, comparativement à 16,5 millions \$ pour le troisième trimestre 2011. Cette augmentation tient compte des dépenses d'exploitation actuelles de 6,6 millions \$ liées aux sociétés MRS. Par ailleurs, la diminution de 0,3 million \$, ou 2 %, des dépenses d'un exercice à l'autre est attribuable à la baisse des autres dépenses qui a plus que contrebalancé la légère augmentation de la charge salariale. Les frais liés aux transactions et d'intégration se sont établis à 7,2 millions \$ pour le troisième trimestre 2012 et ont découlé surtout des coûts relatifs aux technologies de l'information engagés et de l'effectif supplémentaire embauché aux fins de l'intégration des sociétés MRS, ainsi que des coûts de 0,6 million \$ liés à l'acquisition récente de la Fiducie AGF.

L'acquisition des sociétés MRS, après huit mois et demi, dégage déjà d'excellents résultats et contribue à améliorer la diversification des revenus, comme en témoigne l'augmentation des autres revenus et des biens administrés. L'intégration des sociétés MRS progresse comme prévu et celle des technologies de l'information se déroule en douceur. Certaines synergies ont déjà été réalisées. La direction demeure concentrée sur l'achèvement de ce processus pour assurer la réalisation des synergies attendues au cours des trois prochains trimestres.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, le résultat net, compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration après impôts de 9,7 millions \$ relatifs à l'acquisition de la Fiducie AGF et à celle des sociétés MRS, a atteint 33,9 millions \$, légèrement en hausse par rapport à la période correspondante de 2011, ce qui s'explique essentiellement par le fait que la contribution de 6,3 millions \$ des sociétés MRS au résultat net a été contrebalancée en partie par le rétrécissement des marges sur les autres portefeuilles de B2B Banque. Le résultat net présenté pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012 a été de 24,3 millions \$.

L'acquisition annoncée de la Fiducie AGF par B2B Banque a été conclue le 1^{er} août 2012. Cette transaction stratégique contribuera davantage à renforcer la position de chef de file du secteur de B2B Banque et à offrir à la communauté

canadienne des conseillers financiers et des sociétés de courtage de prêts hypothécaires des produits et services parmi les meilleurs de leur catégorie pour répondre à leurs besoins uniques.

Faits saillants du bilan

- Augmentation des prêts de 9 %, ou 497,5 millions \$, au cours des 12 derniers mois
- Augmentation du total des dépôts de 13 %, ou 1,2 milliard \$, au cours des 12 derniers mois

Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2012	30 AVRIL 2012	31 JUILLET 2011	31 JUILLET 2012	31 JUILLET 2011
Revenu total	13 256 \$	16 265 \$	11 851 \$	44 176 \$	45 964 \$
Frais autres que d'intérêt	11 668	12 530	11 035	36 358	37 656
Résultat avant impôts sur le résultat	1 588	3 735	816	7 818	8 308
Impôts sur le résultat	412	956	130	1 988	2 168
Résultat net	1 176 \$	2 779 \$	686 \$	5 830 \$	6 140 \$
Ratio d'efficacité ^[1]	88,0 %	77,0 %	93,1 %	82,3 %	81,9 %

[1] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La contribution du secteur Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux (VMBL & MC) au résultat net a augmenté, pour atteindre 1,2 million \$ au troisième trimestre 2012, comparativement à 0,7 million \$ au troisième trimestre 2011.

Le revenu total a connu une hausse de 1,4 million \$, pour s'établir à 13,3 millions \$ au troisième trimestre 2012, comparativement à 11,9 millions \$ pour la période correspondante de 2011, puisque les activités de souscription et de négociation ont tiré parti de la légère amélioration des conditions du marché par rapport à l'an dernier, tandis que l'incertitude à l'égard du marché obligataire persiste et que les marchés des titres de capitaux propres de sociétés à petite capitalisation sont au ralenti. Cette hausse du résultat des activités de souscription et de négociation a été partiellement contrebalancée par la réduction des revenus tirés des activités de courtage aux particuliers imputable au ralentissement des activités. Les frais autres que d'intérêt ont été plus élevés de 0,6 million \$, du fait principalement de l'augmentation de la rémunération liée à la performance imputable aux revenus tirés des marchés plus importants.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, le résultat net a reculé de 0,3 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, la baisse des dépenses n'ayant pas entièrement compensé la diminution du revenu, essentiellement pour les raisons susmentionnées.

Fait saillant du bilan

- Biens sous gestion de 2,2 milliards \$ au 31 juillet 2012

Autres

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2012	30 AVRIL 2012	31 JUILLET 2011	31 JUILLET 2012	31 JUILLET 2011
Revenu net d'intérêt	(5 134) \$	(1 206) \$	(7 336) \$	(8 121) \$	(21 270) \$
Autres revenus	301	1 788	1 521	3 106	2 828
Revenu total	(4 833)	582	(5 815)	(5 015)	(18 442)
Frais autres que d'intérêt	8 354	7 996	6 409	22 112	12 799
Résultat avant impôts sur le résultat	(13 187)	(7 414)	(12 224)	(27 127)	(31 241)
Recouvrement d'impôts sur le résultat	(5 268)	(2 742)	(5 160)	(10 025)	(13 059)
Perte nette	(7 919) \$	(4 672) \$	(7 064) \$	(17 102) \$	(18 182) \$

Le secteur Autres a affiché une contribution négative de 7,9 millions \$ au résultat net pour le troisième trimestre 2012, comparativement à une contribution négative de 7,1 millions \$ pour le troisième trimestre 2011.

Le revenu net d'intérêt s'est amélioré, s'établissant à un montant négatif de 5,1 millions \$ pour le troisième trimestre 2012 comparativement à un montant négatif de 7,4 millions \$ pour le troisième trimestre 2011, reflétant le positionnement avantageux sur le marché ainsi que certains ajustements au prix de transfert apportés au premier trimestre 2012. Les autres

revenus ont atteint 0,3 million \$ au troisième trimestre 2012, par rapport à 1,5 million \$ au troisième trimestre 2011 et se rapportent surtout aux profits sur les activités de trésorerie.

Les frais autres que d'intérêt du troisième trimestre 2012 ont totalisé 8,4 millions \$, comparativement à 6,4 millions \$ il y a un an, une hausse de 2,0 millions \$. Les coûts plus élevés des régimes de retraite et l'augmentation régulière des salaires ainsi que l'accroissement des dépenses de logiciels et des charges d'amortissement liées aux projets de développement des technologies de l'information achevés sont responsables en partie de cette hausse par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, la contribution négative de 17,1 millions \$, en comparaison d'une contribution négative de 18,2 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011, s'explique principalement par les raisons susmentionnées.

Données financières supplémentaires – Résultats trimestriels

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	IFRS							PCGR DU CANADA
	31 JUILLET 2012	30 AVRIL 2012	31 JANVIER 2012	31 OCTOBRE 2011	31 JUILLET 2011	30 AVRIL 2011	31 JANVIER 2011	31 OCTOBRE 2010
Revenu total	193 833 \$	198 670 \$	193 744 \$	182 422 \$	185 833 \$	183 237 \$	186 855 \$	190 074 \$
Résultat net	29 998 \$	33 863 \$	30 962 \$	26 709 \$	29 072 \$	31 016 \$	36 920 \$	32 514 \$
Résultat par action								
de base	1,06 \$	1,22 \$	1,16 \$	0,99 \$	1,09 \$	1,17 \$	1,41 \$	1,24 \$
dilué	1,06 \$	1,22 \$	1,16 \$	0,99 \$	1,08 \$	1,17 \$	1,41 \$	1,24 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ^[1]	10,2 %	12,1 %	11,6 %	10,0 %	11,2 %	12,7 %	15,2 %	11,8 %
Actif au bilan (en millions de dollars)	31 416 \$	30 708 \$	29 921 \$	28 963 \$	28 239 \$	27 896 \$	26 919 \$	23 772 \$
Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration ^[2]								
Résultat net ajusté ^[1]	35 253 \$	36 302 \$	32 919 \$	33 375 \$	29 072 \$	31 016 \$	36 920 \$	32 514 \$
Résultat dilué par action ajusté ^[1]	1,27 \$	1,31 \$	1,24 \$	1,26 \$	1,08 \$	1,17 \$	1,41 \$	1,24 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ^[1]	12,2 %	13,0 %	12,4 %	12,8 %	11,2 %	12,7 %	15,2 %	11,8 %

[1] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Frais liés à l'acquisition des sociétés MRS et de la Fiducie AGF.

Méthodes comptables

Un sommaire des principales méthodes comptables auxquelles se conforme la Banque est présenté aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités au 31 juillet 2012. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le troisième trimestre 2012 ont été préparés conformément à ces méthodes comptables.

Modifications de méthodes comptables à venir

L'IASB a publié de nouvelles normes et des modifications aux normes existantes sur les instruments financiers, la consolidation, l'évaluation de la juste valeur, les avantages du personnel, la compensation et la présentation des autres éléments du résultat global. Ces modifications de méthodes comptables à venir s'appliqueront pour la Banque à divers exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2012, au plus tôt. La Banque évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers. La note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités contient des renseignements supplémentaires sur les nouvelles normes et les modifications aux normes existantes.

Régie d'entreprise et modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le 16 novembre 2011, la Banque a conclu l'acquisition des sociétés MRS. En vertu de la législation canadienne sur les valeurs mobilières, qui permet à un émetteur de limiter la conception de ses contrôles et procédures de communication de l'information et de son contrôle interne à l'égard de l'information financière de sorte à ne pas tenir compte des contrôles, des politiques et des procédures d'une entreprise acquise dans les 365 jours précédant le dernier jour de la période couverte par le rapport intermédiaire, la direction n'a pas tenu compte des contrôles, des politiques et des procédures suivis par les sociétés MRS, dont les résultats sont inclus dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Banque pour la période close le 31 juillet 2012. Les sociétés MRS représentaient environ 2 % de l'actif total, 2 % du passif total, 5 % du revenu total et 7 % du résultat net total au 31 juillet 2012 et pour la période de neuf mois close à cette date. Pour en savoir davantage sur les actifs acquis et les passifs pris en charge à la date d'acquisition, se reporter à la note 15 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2012, il n'y a eu aucune modification aux politiques, procédures et autres processus de la Banque relatifs au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le conseil d'administration et le comité d'audit de la Banque Laurentienne ont examiné ce communiqué avant sa diffusion aujourd'hui.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La Banque a adopté les IFRS comme référentiel comptable. Les IFRS constituent les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des entités canadiennes ayant une obligation d'information du public pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La Banque utilise à la fois les PCGR et certaines mesures financières non conformes aux PCGR afin d'évaluer sa performance. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de développement. Les mesures financières de la Banque non conformes aux PCGR sont définies comme suit :

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constitue une mesure de rentabilité calculée comme le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le cumul des autres éléments du résultat global.

Valeur comptable de l'action ordinaire

La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque est définie comme les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, à l'exclusion du cumul des autres éléments du résultat global, divisés par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

Ratio des capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires

Les capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sont définis comme les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, à l'exclusion du cumul des autres éléments du résultat global, moins le goodwill et les immobilisations incorporelles liées aux relations contractuelles et aux relations clients. Le ratio des capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires est défini comme les capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires divisés par l'actif pondéré en fonction des risques.

Marge nette d'intérêt

La marge nette d'intérêt est le ratio du revenu net d'intérêt sur l'actif total moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base.

Ratio d'efficacité et levier d'exploitation

La Banque utilise le ratio d'efficacité comme mesure de la productivité et du contrôle des coûts. Ce ratio est défini comme les frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total. La Banque utilise également le levier d'exploitation comme mesure d'efficacité. Le levier d'exploitation est l'écart entre le taux de croissance du revenu total et celui des frais autres que d'intérêt.

Ratio du dividende versé

Le ratio du dividende versé est défini comme les dividendes déclarés par action ordinaire en pourcentage du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Le rendement de l'action est défini comme le quotient obtenu en divisant les dividendes par action ordinaire par le cours de clôture de l'action ordinaire.

Mesures ajustées selon les PCGR et non conformes aux PCGR

Certaines analyses présentées dans le présent document reposent sur les activités de base de la Banque et ne tiennent donc pas compte de l'effet des frais liés aux transactions et d'intégration relatifs à l'acquisition des sociétés MRS et de la Fiducie AGF.

Résultat net d'exploitation

Le résultat net d'exploitation est fondé sur les activités de base de la Banque et est défini comme le résultat net compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration relatifs à l'acquisition des sociétés MRS et de la Fiducie AGF, déduction faite des impôts sur le résultat.

À propos de la Banque Laurentienne

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire pancanadienne. Elle gère un actif au bilan de plus de 35 milliards \$, de même que des biens administrés de plus de 32 milliards \$. Fondée en 1846, la Banque Laurentienne a été lauréate régionale Québec et Canada Atlantique du concours des 10 cultures d'entreprise les plus admirées au Canada de Waterstone Human Capital. La Banque emploie plus de 4 000 personnes.

Reconnue pour l'excellence de son service, sa simplicité et sa proximité, la Banque Laurentienne sert plus d'un million de clients dans des segments de marché où elle se positionne avantagement. En plus d'occuper une place de choix auprès des consommateurs québécois avec le troisième plus important réseau de succursales, elle s'est bâti une solide réputation à l'échelle du Canada en matière de financement immobilier et commercial, grâce à ses équipes réparties dans plus de 35 bureaux en Ontario, au Québec, en Alberta et en Colombie-Britannique. Sa filiale, B2B Banque, est quant à elle un leader canadien dans la fourniture de produits bancaires destinés aux conseillers financiers et aux courtiers, tandis que l'expertise et l'efficacité des services de courtage intégrés de Valeurs mobilières Banque Laurentienne sont largement reconnues à travers le pays.

Conférence téléphonique

La Banque Laurentienne du Canada invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra le vendredi 31 août 2012, à compter de 14 h, heure de l'Est. Un numéro de téléphone sans frais — 514-861-2909 ou 1-888-789-9572, code 3478978# — permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

L'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible en différé le vendredi 31 août 2012 à compter de 18 h jusqu'à 23 h 59, le 30 septembre 2012, au numéro 514-861-2272, ou 1-800-408-3053, code 4742839#. Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Internet de la Banque — www.banquelaurentienne.ca — à la section Relations avec les investisseurs. Ce site fournit également de l'information financière additionnelle.

Chef de la direction financière : Michel C. Lauzon, 514-284-4500, poste 7997

Relations médias et Relations avec les investisseurs : Gladys Caron, 514-284-4500, poste 7511; cell. : 514-893-3963

États financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités complets pour le trimestre clos le 31 juillet 2012, incluant les notes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités, sont également disponibles sur le site Internet de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca.

Bilan consolidé ^[1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 JUILLET 2012	AU 31 OCTOBRE 2011	AU 31 JUILLET 2011	AU 1 ^{ER} NOVEMBRE 2010
ACTIF				
Trésorerie et dépôts non productifs				
d'intérêts auprès d'autres banques	89 287 \$	81 600 \$	70 013 \$	72 444 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	828 636	285 459	599 752	99 394
Valeurs mobilières				
Disponibles à la vente	1 956 279	2 108 075	2 042 824	2 138 861
Détenues jusqu'à l'échéance	979 170	885 822	830 964	559 457
Détenues à des fins de transaction	2 243 361	2 181 969	2 044 465	1 496 583
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	-	-	-	624 642
	5 178 810	5 175 866	4 918 253	4 819 543
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	1 173 704	720 317	540 220	994 674
Prêts				
Personnels	6 081 592	5 774 207	5 732 870	5 636 203
Hypothécaires résidentiels	12 554 098	11 869 412	11 578 930	10 859 647
Hypothécaires commerciaux	2 473 833	2 363 808	2 302 562	2 166 375
Commerciaux et autres	2 094 100	1 900 977	1 863 448	1 691 190
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	232 044	179 140	198 429	165 450
	23 435 667	22 087 544	21 676 239	20 518 865
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(132 639)	(143 150)	(141 153)	(131 567)
	23 303 028	21 944 394	21 535 086	20 387 298
Autres				
Immobilisations corporelles	68 890	61 708	60 580	55 727
Dérivés	179 275	228 261	146 143	158 066
Goodwill	64 077	29 224	29 224	29 224
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	147 886	113 949	105 082	101 671
Actifs d'impôt différé	12 938	4 160	7 736	47 995
Autres actifs	368 981	318 272	226 541	289 289
	842 047	755 574	575 306	681 972
	31 415 512 \$	28 963 210 \$	28 238 630 \$	27 055 325 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Dépôts				
Personnels	16 837 043 \$	15 609 853 \$	15 534 529 \$	15 354 851 \$
Entreprises, banques et autres	4 785 016	4 406 428	3 891 333	4 250 819
	21 622 059	20 016 281	19 425 862	19 605 670
Autres				
Engagements au titre des valeurs vendues à découvert	1 519 105	1 471 254	1 436 439	1 362 336
Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat	417 962	36 770	367 814	60 050
Acceptations	232 044	179 140	198 429	165 450
Dérivés	114 924	129 969	104 027	115 235
Passifs d'impôt différé	1 411	6 362	1 019	27 543
Autres passifs	851 793	901 720	832 827	945 939
	3 137 239	2 725 215	2 940 555	2 676 553
Dette liée aux activités de titrisation	5 109 015	4 760 847	4 442 256	3 486 634
Dette subordonnée	243 869	242 551	242 113	150 000
Capitaux propres				
Actions privilégiées	210 000	210 000	210 000	210 000
Actions ordinaires	320 435	259 492	259 492	259 363
Réserve pour paiements fondés sur des actions	227	227	227	243
Résultats non distribués	734 339	683 007	669 458	610 483
Cumul des autres éléments du résultat global	38 329	65 590	48 667	56 379
	1 303 330	1 218 316	1 187 844	1 136 468
	31 415 512 \$	28 963 210 \$	28 238 630 \$	27 055 325 \$

[1] Les données comparatives ont été préparées selon les IFRS. Voir la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités au 31 juillet 2012 pour de plus amples informations.

État du résultat consolidé ^[1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2012	30 AVRIL 2012	31 JUILLET 2011	31 JUILLET 2012	31 JUILLET 2011
Revenu d'intérêt					
Prêts	248 073 \$	240 943 \$	244 008 \$	734 099 \$	720 857 \$
Valeurs mobilières	16 802	18 377	18 777	54 070	55 262
Dépôts auprès d'autres banques	2 304	1 276	1 594	4 604	4 193
Autres, incluant les dérivés	14 457	14 557	16 289	44 711	45 593
	281 636	275 153	280 668	837 484	825 905
Frais d'intérêt					
Dépôts	108 394	104 653	112 032	320 720	334 394
Dette liée aux activités de titrisation	40 891	39 508	36 333	120 071	102 191
Dette subordonnée	2 408	2 374	2 411	7 185	9 142
Autres, incluant les dérivés	279	294	466	891	2 084
	151 972	146 829	151 242	448 867	447 811
Revenu net d'intérêt	129 664	128 324	129 426	388 617	378 094
Autres revenus					
Frais et commissions sur prêts et dépôts	31 522	29 657	29 448	89 690	85 673
Revenus tirés des activités de courtage	12 517	14 354	10 221	40 420	40 097
Revenus d'assurance crédit	3 682	3 662	4 104	11 114	13 597
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	2 398	5 856	4 919	12 968	15 041
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	4 478	4 488	4 483	13 295	13 050
Revenus tirés des régimes enregistrés autogérés	7 190	7 648	1 674	21 639	5 748
Autres revenus	2 382	4 681	1 558	8 504	4 625
	64 169	70 346	56 407	197 630	177 831
Revenu total	193 833	198 670	185 833	586 247	555 925
Provisions pour pertes sur prêts	7 500	7 500	14 640	25 000	38 081
Frais autres que d'intérêt					
Salaires et avantages du personnel	77 177	79 282	70 354	233 491	212 199
Frais d'occupation de locaux et technologie	38 644	37 998	36 282	113 808	105 837
Autres	25 977	26 481	27 260	78 620	74 923
Frais liés à une acquisition et autres	7 157	3 350	-	13 167	-
	148 955	147 111	133 896	439 086	392 959
Résultat avant impôts sur le résultat	37 378	44 059	37 297	122 161	124 885
Impôts sur le résultat	7 380	10 196	8 225	27 338	27 877
Résultat net	29 998 \$	33 863 \$	29 072 \$	94 823 \$	97 008 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	3 164	3 165	3 107	9 495	9 325
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	26 834 \$	30 698 \$	25 965 \$	85 328 \$	87 683 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
de base	25 250	25 235	23 925	24 800	23 923
dilué	25 267	25 253	23 943	24 818	23 944
Résultat par action					
de base	1,06 \$	1,22 \$	1,09 \$	3,44 \$	3,67 \$
dilué	1,06 \$	1,22 \$	1,08 \$	3,44 \$	3,66 \$
Dividendes déclarés par action					
Actions ordinaires	0,47 \$	0,45 \$	0,42 \$	1,37 \$	1,20 \$
Actions privilégiées - série 9	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$	1,13 \$	1,13 \$
Actions privilégiées - série 10	0,33 \$	0,33 \$	0,33 \$	0,98 \$	0,98 \$

[1] Les données comparatives ont été préparées selon les IFRS. Voir la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités au 31 juillet 2012 pour de plus amples informations.

État du résultat global consolidé ^[1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2012	30 AVRIL 2012	31 JUILLET 2011	31 JUILLET 2012	31 JUILLET 2011
Résultat net	29 998 \$	33 863 \$	29 072 \$	94 823 \$	97 008 \$
Autres éléments du résultat global, après impôts sur le résultat					
Profits nets latents (pertes nettes latentes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(2 714)	(3 751)	721	(7 948)	(7 835)
Reclassement au résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(334)	(888)	(803)	(1 543)	(2 428)
Variation de valeur nette des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	13 774	(23 980)	19 020	(17 770)	2 551
	10 726	(28 619)	18 938	(27 261)	(7 712)
Résultat global	40 724 \$	5 244 \$	48 010 \$	67 562 \$	89 296 \$

[1] Les données comparatives ont été préparées selon les IFRS. Voir la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités au 31 juillet 2012 pour de plus amples informations.

État de la variation des capitaux propres consolidé ^[1]

POUR LES NEUF MOIS CLOS LE 31 JUILLET 2012

En milliers de dollars canadiens (non audité)	ACTIONS		RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVES POUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			RÉSERVE POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
	PRIVILÉGIÉES	ORDINAIRES		VALEURS MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL		
Solde au 31 octobre 2011	210 000 \$	259 492 \$	683 007 \$	22 217 \$	43 373 \$	65 590 \$	227 \$	1 218 316 \$
Résultat net			94 823					94 823
Autres éléments du résultat global, après impôts sur le résultat								
Profits nets latents (pertes nettes latentes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(7 948)		(7 948)		(7 948)
Reclassement au résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(1 543)		(1 543)		(1 543)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie					(17 770)	(17 770)		(17 770)
Résultat global			94 823	(9 491)	(17 770)	(27 261)		67 562
Produit net d'émission d'actions ordinaires		60 943						60 943
Dividendes								
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(9 495)					(9 495)
Actions ordinaires			(33 996)					(33 996)
Solde au 31 juillet 2012	210 000 \$	320 435 \$	734 339 \$	12 726 \$	25 603 \$	38 329 \$	227 \$	1 303 330 \$

POUR LES NEUF MOIS CLOS LE 31 JUILLET 2011

En milliers de dollars canadiens (non audité)	ACTIONS		RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVES POUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			RÉSERVE POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
	PRIVILÉGIÉES	ORDINAIRES		VALEURS MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL		
Solde au 1 ^{er} novembre 2010	210 000 \$	259 363 \$	610 483 \$	37 071 \$	19 308 \$	56 379 \$	243 \$	1 136 468 \$
Résultat net			97 008					97 008
Autres éléments du résultat global, après impôts sur le résultat								
Profits nets latents (pertes nettes latentes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(7 835)		(7 835)		(7 835)
Reclassement au résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(2 428)		(2 428)		(2 428)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie					2 551	2 551		2 551
Résultat global			97 008	(10 263)	2 551	(7 712)		89 296
Émissions d'actions ordinaires en vertu du régime d'options d'achat d'actions		129						129
Paiements fondés sur des actions							(16)	(16)
Dividendes								
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(9 325)					(9 325)
Actions ordinaires			(28 708)					(28 708)
Solde au 31 juillet 2011	210 000 \$	259 492 \$	669 458 \$	26 808 \$	21 859 \$	48 667 \$	227 \$	1 187 844 \$

[1] Les données comparatives ont été préparées selon les IFRS. Voir la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités au 31 juillet 2012 pour de plus amples informations.